

Evitement pour tous : la majorité prise au piège de contorsions sémantiques toujours plus audacieuses



Déchéance de nationalité, état d'urgence, etc. Les hésitations et mésententes gouvernementales sont devenues légion. La solidarité ministérielle justifie à la fois le silence de certains et les prises de position ouvertement hostiles des autres. Une situation difficilement tenable.

Avec Roland Hureaux
Avec Régis de Castelnau

Atlantico : On a vu récemment le Gouvernement afficher une certaine désunion sur certains sujets brûlants de l'actualité. Parmi ces derniers, quels sont les plus éloquentes selon vous, ceux qui revêtent la plus grande importance ?

Roland Hureaux : Il y avait déjà une divergence fondamentale sur la politique économique : les "frondeurs" ne veulent pas de l'austérité, ils trouvent que la politique de Hollande est trop favorable aux entreprises et donc aux patrons, ils sont irrités par le soi-disant libéralisme que Macron affiche effrontément - et qui n'est que pour la galerie. On ne voit pas en outre qu'ils aient changé de position sur l'Europe. Une femme comme Martine Aubry lui est toujours favorable : être pour l'euro, pour l'Europe et contre la rigueur, qu'est ce que cela signifie ? On est dans l'incohérence la plus totale.

Taubira fait partie de ces frondeurs mais elle reste au gouvernement comme elle va y rester en dépit d'une réforme constitutionnelle qu'elle désapprouve; la déchéance de nationalité qui est incluse dans la réforme a suscité aussi des réactions indignées au nom des valeurs républicaines dont on se demande si elles interdisent vraiment ce genre de sanctions.

Mais je ne suis pas sûr que tout cela desserve Hollande : plus son aile gauche crie , plus on prend Macron au sérieux, plus ses poses martiales contre le terrorisme se trouvent crédibilisées, plus son ouverture vers le centre au nom de l'union nationale est efficace et plus, au bout du compte, la droite se trouve déstabilisée.

La droite tombe ces jours-ci les pieds joints dans tous les pièges qu'on lui tend. Quand un Geoffroy Didier approuve bruyamment Macron , est-ce là la "droite forte" ? D'autant que les propositions de Macron sont archi-éculées : on en entend certaines depuis vingt ans ; elles ont été essayées et se sont avérées des échecs. Sur le terrorisme n'a-t-elle donc pas d'autre rôle à jouer que faire de la surenchère sur le gouvernement tout en en faisant moins que le FN ? La position de gens comme Mariton ou Devedjian qui rappellent la tradition libérale de la droite et prend Hollande à contrepied me paraît bien plus intelligente. Il est tellement clair que **la déchéance de la nationalité ne sert qu'à tromper le peuple sur la prétendue résolution du gouvernement contre le terrorisme**

En outre **l'aile gauche est totalement impuissante**. A-t-elle un candidat pour 2017 ? Le départ de Montebourg l'a privée de chef et elle n'est pas près de soutenir Valls qui serait le seul rival possible de Hollande .

Quant à la primaire de gauche je n'y crois pas : il se peut que l'extrême gauche en organise une mais elle ne concernerait pas le parti socialiste. Les dernières régionales ont d'ailleurs montré l'affaiblissement de cette mouvance.

Régis De Castelneau : Nous vivons effectivement une période assez étrange. La direction du pays, que ce soit au niveau de la présidence ou du gouvernement donne l'impression d'un sérieux désordre. Il faut reconnaître que la période n'est pas facile. Nous avons eu la tragédie du 13 novembre, le choc politique des régionales, les débats furieux autour des questions relatives à l'état d'urgence et la déchéance de nationalité. Le début d'année n'a pas arrangé les choses la multiplication un peu ridicule des commémorations, les événements d'Allemagne et la crise des migrants, et maintenant le débat sur la primaire à gauche. Pour conduire le pays avec fermeté il faudrait une sacrée poigne, ce n'est pas la méthode Hollande. Et le premier ministre, au-delà des coups de menton ne donne pas l'impression de savoir où il va. Cette confusion à un peu plus d'un an d'une échéance présidentielle décisive amène chacun jouer sa carte. Je relève trois problèmes au sein de ce gouvernement. Le premier est la conséquence du cavalier seul victorieux de Jean-Yves Le Drian aux régionales. Qui a fait la démonstration que Manuel Valls, envoyé à la pêche, à propos d'une alliance avec les verts, ne disposait plus d'une quelconque autorité. La question Taubira n'est pas très importante dans la mesure où celle-ci profite d'une situation où il n'est pas possible de la mettre à la porte, mais qui l'oblige à avaler de grosses couleuvres. Cela durera temps que la Garde des Sceaux considérera que c'est son intérêt, les questions de fond ne l'intéressent pas.

Plus préoccupante en revanche et la rivalité de cour d'école entre le premier ministre et son ministre de l'économie Emmanuel Macron. Manuel Valls qui ne joue dans la même cour que celui-ci, vit très mal cette concurrence. Il se sent obligé d'occuper le terrain, ce qu'il fait mal.

Comment arrivent-ils à s'en sortir sans trop de dommages et à faire à chaque fois la synthèse d'opinions divergentes ?

Roland Hureaux : Je ne crois pas qu'il y ait de vraie synthèse: Hollande impose sa ligne, c'est tout. Dans la mesure où les frondeurs n'iront sans doute pas très loin, il élargit son assise vers la droite, comme je vous le disais. Même si ces protestataires sont sincères, je pense qu'ils entrent tout à fait dans le jeu subtil de Hollande . Car en définitive la droite est plus troublée encore que la gauche.

S'il y a une victime des derniers événements (régionales, attentats), je crains que ça ne soit plutôt Sarkozy que Hollande.

Régis De Castelneau : Je ne sais pas si on peut réellement parler d'opinions divergentes. À mon avis ce sont plutôt des positionnements différents. **Les ministres en exercice, les anciens ministres, les dirigeants du PS, ce qui reste des éléphants sont plutôt dans la recherche de postures que dans l'expression de positions de fond. La gauche paye cher son absence de travail idéologique depuis quinze ans.** Le gouvernement donne l'impression que chaque ministre navigue à la godille dans son coin. Ce qui explique la régularité des «couacs » beaucoup moins dûs à des divergences d'opinions qu'à un manque de coordination.

En quoi toutes ces tergiversations, contorsions, manœuvres, contribuent-elles, selon vous, à cette défiance envers les politiques qu'éprouvent les Français de nos jours ?

Roland Hureaux : Quand on voit un ministre comme Taubira garder sa place en dépit de désaccords persistants avec le gouvernement auquel elle appartient, ce n'est pas seulement par double jeu politique, c'est aussi parce que la place est bonne.

C'est en tous les cas ce que ressentent les Français.

Mais par derrière; il y a le mensonge permanent qu'incarne la présidence Hollande .

Premier mensonge : un sigle social, le PS, une politique favorable à l'euro et donc aux grands intérêts.

Deuxième mensonge : par derrière une apparence de pouvoir politique, une marge de manœuvre qui est en réalité réduite à presque rien du fait de l'assujettissement à Bruxelles, à Berlin, à Washington.

Sur la scène intérieure, il faut amuser la galerie. D'où ce double jeu où on ne désavoue ni Macron ni Taubira.

Régis De Castelneau : La perte de crédibilité de la classe politique, n'est pas nouvelle, et ce sentiment de désordre ne gêne pas trop les Français, qui à mon avis s'en moquent. On a posé la question par sondage de savoir si Christiane Taubira, ministre terriblement impopulaire, pouvait rester malgré son désaccord sur la déchéance de nationalité. Alors que les Français approuveraient à plus de 80 % la mesure, une majorité a indiqué qu'elle ne verrait pas d'inconvénient à ce qu'elle reste à son poste !

En revanche, la perte d'autorité évidente de Manuel Valls peut-être anxiogène, et ce ne sont pas les permanents petits calculs du Président de la République ou les multiples dépôts de gerbes qui peuvent y remédier. L'échec populaire total de la cérémonie du 10 janvier place de la République en est une démonstration. **Les Français dans leur masse n'attendent plus rien de ce pouvoir.** Et ne se préoccupent pas de ses petits jeux. Ils se sont plus intéressés aux disparitions de Delpech, Galabru et Bowie, et pour les commémorations à l'inflation des émissions de télévision consacrées au trentième anniversaire de la mort de Daniel Balavoine... Ceux qui disent que le peuple a fait sécession, ne sont pas loin de la vérité.

Historiquement, a-t-on déjà connu par le passé des gouvernements avec autant de divergences ? Si oui, comment s'en sont-ils sortis ?

Roland Hureaux : Du côté de là droite , je ne m'en souviens pas.

Du côté de la gauche, le gouvernement Jospin avait été un peu bousculé par les positions de Chevènement sur la Corse ou sur l'Irak. Mais il avait fini par partir . Vous vous souvenez de son fameux " Quand on est ministre, on ferme sa gueule ou on démissionne".

Maintenant c'est fini ; on parle à tort et à travers mais on ne démissionne pas. Et ça fait d'une certaine manière l'affaire du prince. Mais ça fait aussi mauvais effet.

Comme il ne s'agit en définitive que de mots, que nous sommes plus que jamais dans la politique spectacle, tout cela n'a pas en définitive d'importance.

C'est une des dimensions de notre triste époque : rien n'a plus d'importance.

Régis De Castelnau : Ce qui se passe actuellement est complètement contraire aux pratiques normales des institutions de la Ve République. On n'a jamais connu, depuis 1958 un tel foutoir. De Gaulle et ses successeurs ne rigolaient pas avec l'autorité. À la célèbre phrase de Jean-Pierre Chevènement sur le ministre qui ferme sa gueule ou démissionne, on pourrait ajouter « silence dans les rangs, sinon c'est la porte ». Pour prendre des exemples pas trop anciens, rappelons-nous Jean-Jacques Servan-Schreiber viré au bout de quinze jours brutalement par Jacques Chirac alors premier ministre en 1974. Alain Madelin ministre des finances remercié au bout de deux mois par Alain Juppé en 1995 et les « jupettes » par le même l'année suivante. **Sous ce régime, le vrai patron est le Président de la République. Le premier ministre doit assurer la discipline, sinon c'est lui qui saute. La pratique de François Hollande et celle d'un politicien parlementaire.** Le gouvernement doit refléter les équilibres, non pas du Parlement comme sous la IIIe et la IVe, mais ceux du parti socialiste. Ce qui explique pourquoi, les petites tendances de Montebourg et Hamon n'étant plus nécessaires ceux-ci ont été poussés vers la porte parce qu'il fallait libérer des places à. Ces pratiques sont contraires à la logique de la Ve République. Elles maintiennent un désordre qui nuit à l'action publique en obligeant en permanence à de petits arrangements et provoquant un désordre probablement plus négatif encore que l'instabilité ministérielle des républiques précédentes.